

RAPPORT ANNUEL

2024-2025



**UN RÉSEAU SCOLAIRE EN PLEINE CROISSANCE,
POUR UNE FRANCOPHONIE FLORISSANTE !**

2024-2025

NOTRE RÉSEAU SCOLAIRE EN BREF



**28 conseils
scolaires et
un membre
associé**



**265 conseillers
et commissaires
scolaires**



**26 895
employés,
dont 13 802
enseignants**



**Budget
de près de
3,5 milliards de \$**



**Plus de 730*
écoles**
élémentaires
et secondaires



**6 nouvelles
écoles en
2024-2025**



**179 443
élèves**

CROISSANCE DES EFFECTIFS SCOLAIRES



*Le nombre total d'écoles francophones en contexte minoritaire peut être supérieur aux nombres mentionnés ci-dessus puisque dans certaines provinces ou certains territoires, une école peut contenir plusieurs pavillons ou programmes qui sont considérés comme des écoles distinctes pour les fins de leurs ministères de l'Éducation respectifs.



TABLE DES MATIÈRES

1	Mot de la présidence et de la direction générale.....	4
2	Conseil d'administration.....	6
3	Plan stratégique 2020-2025.....	8
4	Membres de la FNCSE.....	17
5	Le RNDGE - Mot de la présidence.....	19
6	Événements phares.....	26
7	Enjeux prioritaires.....	36
8	Table nationale sur l'éducation.....	37
9	Comité tripartite.....	38
10	Positionnement et réseautage.....	40
11	Promotion et rayonnement.....	42
12	Prix et bourses.....	44
13	Réseau virtuel.....	48

Un réseau scolaire bienveillant, performant et inclusif !



Crédits photo : DSFS N-B, CSDCAB ON, CECCE ON et CSF C-B.

La FNCSE remercie le gouvernement du Canada pour son soutien financier dans le cadre de sa programmation et de ses projets.

Canada

1 MOT DE LA PRÉSIDENCE ET DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

RÉFORMER NOTRE SYSTÈME ÉDUCATIF : UNE QUESTION D'ÉQUITÉ !

L'éducation en français n'est pas un privilège, mais un droit. Pourtant des obstacles systémiques persistent. La FNCSF, au cours de l'année 2024-2025, a intensifié ses efforts pour défendre ce droit et militer pour un système scolaire réellement équivalent à celui offert à la majorité.

Les avancées technologiques permettent aujourd'hui de mieux utiliser les données pour plaider en faveur de la construction et de l'agrandissement des écoles francophones, ainsi que pour mieux planifier l'offre éducative. Le recensement de 2021 a révélé un potentiel de croissance majeur pour le réseau scolaire francophone en situation minoritaire.

Malgré une croissance des effectifs scolaires de plus de 20 % en 10 ans, le réseau pancanadien souffre d'un sous-financement et d'une pénurie de personnel, notamment d'enseignants. Ces défis limitent notre capacité à répondre à la demande croissante pour une éducation en français, langue première. Pourtant, selon Statistique Canada, 66 % des parents de langue officielle minoritaire souhaitent inscrire leurs enfants dans une école francophone, un signe clair de la demande pour un meilleur accès à l'éducation en français.

LA NÉCESSITÉ D'UN CONTINUUM ÉDUCATIF POUR LES FRANCOPHONES

Il est plus que jamais nécessaire de développer une offre éducative complète en français, de la petite enfance au postsecondaire, pour soutenir la pérennité des écoles francophones en milieu minoritaire. Dans le cadre de son étude sur le continuum éducatif, le Comité permanent des langues officielles a d'ailleurs entendu plus d'une vingtaine de conseils scolaires ou associations de conseils francophones, incluant bien entendu la FNCSF. Ensemble, ils ont proposé des pistes de solutions pour lever les freins à une éducation en français à tout âge en contexte minoritaire.

APPEL À L'ACTION

Ces recommandations ne doivent pas rester lettre morte et doivent se traduire par une action collective et multipartite entre les gouvernements, les communautés et les partenaires francophones pour résoudre ces problèmes. Investir dans l'éducation en français, c'est investir dans l'avenir des communautés francophones et garantir à chaque élève un accès équitable à une éducation de qualité.

« L'ÉDUCATION EN FRANÇAIS N'EST PAS UN PRIVILÈGE, MAIS UN DROIT. POURTANT DES OBSTACLES SYSTÉMIQUES PERSISTENT. LA FNCSF, AU COURS DE L'ANNÉE 2024-2025, A INTENSIFIÉ SES EFFORTS POUR DÉFENDRE CE DROIT ET MILITER POUR UN SYSTÈME SCOLAIRE RÉELLEMENT ÉQUIVALENT À CELUI OFFERT À LA MAJORITÉ. »

DES EFFORTS FRUCTUEUX

Lors de ses journées de sensibilisation à l'éducation en français, notre fédération avait également souligné l'urgence d'agir pour répondre aux besoins pressants en matière d'insécurité alimentaire et de santé mentale des élèves et du personnel enseignant.

La FNCSF se réjouit de voir que ces enjeux ont trouvé écho auprès du gouvernement fédéral qui est allé de l'avant avec le déploiement d'un programme national d'alimentation scolaire.



 **SIMON CLOUTIER ET VALÉRIE MORAND**
Président et directrice générale

UN PROGRAMME ADAPTÉ ET TERRAIN

Au Canada, entre 10 et 15 % des enfants et adolescents sont en surpoids, un chiffre en hausse de près de 400 % depuis les années 70. Les causes : alimentation malsaine, sédentarité, mauvaises habitudes de sommeil et trop de temps passé devant les écrans.

La FNCSF et le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) ont participé aux consultations pour l'élaboration de ce programme. Nos recommandations ont été retenues, notamment l'importance d'un programme accessible à tous, administré localement et intégrant une approche pédagogique. Ce programme devrait aider nos élèves à faire de meilleurs choix alimentaires qui les accompagneront toute leur vie.

2 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Membres du comité exécutif*

Cliquez-ici pour
consulter les
biographies
des membres



SIMON CLOUTIER
président



JOHANNE LACOMBE
1^{re} vice-présidente
Ontario – AFOCSC



TANYA SAUMURE
2^e vice-présidente
Alberta - FCSFA



ROBERT LEVESQUE
3^e vice-président
Nouveau-Brunswick
FCÉNB

Membres du conseil d'administration de la FNCSCF 2024-2025*



**MARIE-PIERRE
LAVOIE**
Colombie-
Britannique



**STÉPHANE
BLANCHARD**
Île-du-Prince-
Édouard



**JOANNE
COLLIOU**
Manitoba



**DIANE
RACETTE**
Nouvelle-Écosse



**JUDY
SESSUA**
Nunavut



**SAMIA
OULED ALI**
Ontario –
ACÉPO



**ROGER
GAUTHIER**
Saskatchewan



**DENIS
MICHAUD**
Terre-Neuve-et-
Labrador



**JEAN DE DIEU
TUYISHIME**
Territoires du
Nord-Ouest



**JEAN-SÉBASTIEN
BLAIS**
Yukon



**VALÉRIE
MORAND**
directrice
générale

*en date du 31 mars 2025



Conseil d'administration 2024-2025 de la FNCsf

1^{re} rangée de gauche à droite :

Gaëtan Desrochers (Colombie-Britannique), en remplacement de Marie-Pierre Lavoie,
Johanne Lacombe (1^{ère} vice-présidente, Ontario - AFOCSC), **Simon Cloutier** (président),
Tanya Saumure (2^e vice-présidente, Alberta - FCSFA),
Robert Levesque (3^e vice-président, Nouveau-Brunswick - FCÉNB),
Valérie Morand (directrice générale), **Samia Ouled Ali** (Ontario - ACÉPO),
Joanne Colliou (Manitoba).

2^e rangée de gauche à droite :

Denis Michaud (Terre-Neuve-et-Labrador), **Stéphane Blanchard** (Île-du-Prince-Édouard),
Roger Gauthier (Saskatchewan), **Jean-Sébastien Blais** (Yukon), **Judy Sessua** (Nunavut),
et **Jean de Dieu Tuyishime** (Territoires du Nord-Ouest).

Absentes : **Diane Racette** (Nouvelle-Écosse) et **Marie-Pierre Lavoie** (Colombie-Britannique).



Les membres du CA lors de leur rencontre en février 2025.

3 PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025

MISSION

La FNCSF veille aux intérêts de ses membres afin de contribuer à la vitalité et à la pérennité des écoles de langue française en situation minoritaire au Canada.

VISION

La FNCSF est reconnue comme leader stratégique national du développement de l'éducation en français, langue première, en situation minoritaire au Canada.



Collaboration

La FNCSF fait appel à la concertation pour établir des stratégies favorisant l'épanouissement de ses membres et de l'éducation en français, langue première.



Amélioration continue

La FNCSF saisit les occasions pour appuyer le développement professionnel de ses membres et de son personnel.



Communication

La FNCSF communique régulièrement afin d'assurer une mise à jour auprès de ses membres et une visibilité des dossiers en éducation en français, langue première.



Leadership rassembleur

La FNCSF utilise la veille stratégique afin de favoriser le positionnement de ses membres sur les enjeux en éducation en français, langue première.



Intégrité

La FNCSF fait preuve de transparence avec ses membres et respecte leurs champs d'intervention pour agir en complémentarité.

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2025

Activités liées aux axes d'interventions



SPÉCIFICITÉ, VITALITÉ, VALEUR AJOUTÉE DES ÉCOLES DE LANGUE FRANÇAISE EN SITUATION MINORITAIRE

LA PETITE ENFANCE VALORISÉE COMME ASSISE DU CONTINUUM.

Reprise des travaux du Comité de gestion national en petite enfance sur la formation et le renforcement des capacités des éducatrices et des éducateurs.

Revendication ([voir cdp](#)), pour l'inclusion, dès la petite enfance, de trois leviers dans l'élaboration du programme national d'alimentation scolaire.



Accessibilité pour tous / Administration sur le terrain / Approche pédagogique

FAVORISER UN CONTINUUM ÉDUCATIF EN FRANÇAIS LA VIE DURANT !

Suivi sur les inscriptions scolaires : près de 180 000 élèves dans plus de 730 écoles !

Lancement ([voir cdp](#)) du nouveau site Web de l'ELF-Canada pour mieux desservir apprenants, chercheurs d'emploi et nouveaux arrivants.

Poursuite du partenariat avec la *Canadian School Boards Association* pour le projet [Faisons parler les données](#), visant à mieux documenter la pénurie d'enseignants francophones et orienter la prise de décision pour soutenir le recrutement et le maintien du personnel enseignant.



NOS MEMBRES MAXIMISENT L'APPORT DE L'IMMIGRATION.

Présentation de l'atelier *Fréquentation scolaire et immigration* au congrès annuel de la FNCSF.

Présentation des initiatives de la FNCSF lors du forum d'action de l'ACUFC sur le perfectionnement professionnel du personnel enseignant formé à l'étranger et issu de l'immigration.

Présentation du Corridor des enseignants (initiative d'IRCC) au Comité tripartite.

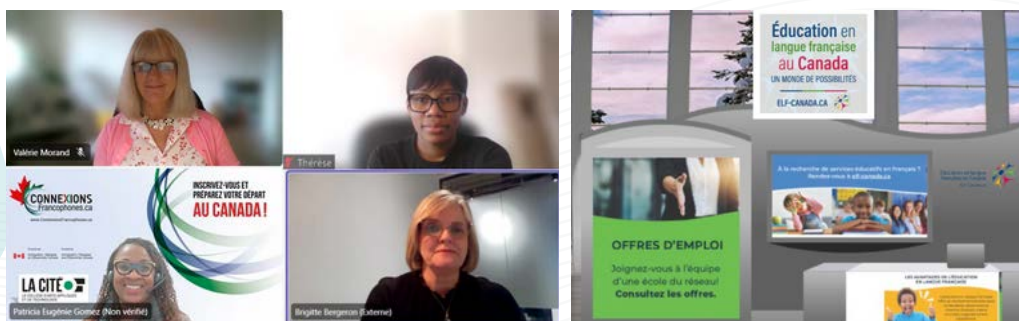
Appui au projet de la FCE sur mentorat pour nouveau personnel enseignant issu de l'immigration récente.

Participation de la FNCSF à la Table nationale et symposium sur l'immigration francophone de la FCFA du Canada.

Participation au groupe de travail interministériel sur le rétablissement du poids démographique des francophones.

Participation comme panéliste à Connexions francophones, panel virtuel, à l'intention des enseignants qualifiés à l'étranger désirant immigrer au Canada.

Participation au volet virtuel de Destination Canada 2025.



NOS MEMBRES ONT ACCÈS AUX ESPACES POUR LEUR CLIENTÈLE.

Aliénation de biens immobiliers et logements sociaux : concertation avec le fédéral, partage d'une vingtaine d'avis avec les conseils scolaires francophones pour acquérir des biens excédentaires et discussions préliminaires sur des collaborations éventuelles employeurs-fédéral.

Visite de l'école François-Buote, à Charlottetown, dans le cadre du congrès annuel de la FNCSF. Présentation de la spécificité de cette école rattachée à un centre communautaire (Carrefour de l'Isle-Saint-Jean), de ses programmes et de son infrastructure.

Étude sur le continuum éducatif par CPLO : comparution de la FNCSF et accompagnement des conseils scolaires et de leurs associations en prévision de leur témoignage, élaboration d'infographies synthèses sur les interventions du milieu scolaire.

Revendication d'infrastructures concurrentielles lors de l'édition 2025 des journées de sensibilisation sur l'ELF sur la Colline parlementaire portant sur l'importance d'une éducation réellement équivalente.



NOTRE RÉSEAU EST MIEUX CONNU AU CANADA ET À L'ÉTRANGER.

Parution de 10 éditions de l'infolettre Le Bulletin et de 10 revues de l'actualité scolaire.

Campagne nationale de promotion de l'ELF (télé et sites Web de Radio-Canada et CBC) pour favoriser de nouvelles inscriptions : plus de 1,2 million de vues.



Participation à Mobilisation Franco pour mieux faire connaître le réseau scolaire et consolider des partenariats en éducation ([Partout la science](#), [Une chanson à l'école](#) et [J'aime les mots](#)).



12 entrevues médias / articles sur la FNCSF.

Campagne de référencement sur l'école communautaire citoyenne et participation au lancement de l'initiative sur l'ECC au CECCE.



DROITS À L'ÉDUCATION EN FRANÇAIS, LANGUE PREMIÈRE, EN SITUATION MINORITAIRE

PRATIQUES EXEMPLAIRES PROMUES.

Partage de pratiques exemplaires en éducation lors des rencontres du Comité tripartite et de la Table nationale sur l'éducation.

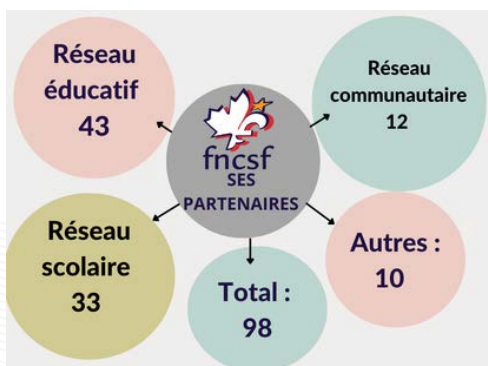
Présentation des meilleures pratiques en recrutement et fidélisation des élèves dans le cadre de l'atelier au congrès de la FNCSF intitulé *l'Art de se démarquer de la concurrence*.

Cartographie des partenariats.

Obtention d'un financement de Patrimoine canadien pour initiatives émergentes pour dresser un état des lieux des besoins des conseils scolaires relativement à l'IA pour appuyer la réussite des élèves et du personnel.

Revue de presse sur l'IA en milieu scolaire.

Participations aux consultations sur le renouvellement du plan stratégique de plusieurs partenaires et membres (FCCF, ACUFC, CSDCEO, ACÉPO, etc.).



DROITS ET ACQUIS EN ELF DÉFENDUS, PROTÉGÉS ET RESPECTÉS.

150 activités de sensibilisation, de positionnement et de réseautage.

Congrès annuel de la FNCSF sous la thématique *Mon école : branchée sur ma communauté et ouverte sur le monde !* avec notamment l'honorable Michelle O'Bonsawin, première juge franco-métisse à la Cour suprême du Canada sur la nécessité de garantir des droits éducatifs équitables pour les francophones en contexte minoritaire.

4 ateliers : IA et apprentissages, ABC de la sensibilisation politique, l'Art de se démarquer de la concurrence et Comment faire parler les données pour répondre aux besoins liés à la croissance des effectifs.

Journée de sensibilisation sur l'ELF sur la Colline parlementaire, édition 2025, portant sur les priorités de notre réseau scolaire telles que présentées lors de l'étude sur le continuum éducatif au CPLO.

ÉTAT DES LIEUX EN ELF, DOCUMENTÉ ET CONNU.

Mémoire de la FNCSF intitulé [L'équivalence réelle en éducation pour une francophonie forte : comment lever les freins à son atteinte !](#)

Participation à la séance d'information et de discussion sur le PLOE par Patrimoine canadien.





RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MEMBRES

COMPÉTENCES EN GOUVERNANCE ACTUALISÉES ET DÉVELOPPÉES.

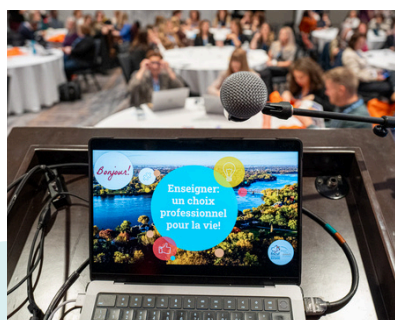
Communications courriel avec membres du CA de la FNCSF sur enjeux clés.

12 rencontres des comités de travail, 6 rencontres du CA et 6 rencontres du CE.

34^e congrès annuel de la FNCSF, du 24 au 26 octobre 2024, à Charlottetown.

Près de 600 membres du personnel des conseils scolaires francophones ont suivi la formation de la FNCSF [Enseigner : un choix professionnel pour la vie !](#) afin d'être mieux outillés pour jouer leur rôle de passeurs culturels et ainsi favoriser le maintien en poste des nouveaux enseignants.

Taux d'adhésion de 63 % au réseau virtuel de la FNCSF qui comprend des modules de formations et autres information clés sur l'ELF.



COMPÉTENCES DE PORTE-PAROLE ACTUALISÉES ET DÉVELOPPÉES.

Participation de la présidence au Forum des leaders de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada.

Exercice de réflexion dans le cadre de la nouvelle planification stratégique 2025-2030.

Participation des membres du CA de la FNCSF à la 7^e édition de sensibilisation sur l'ELF sur la Colline parlementaire.

Atelier sur la sensibilisation politique offert au CSF (CB) et à la CSFY (Yukon).



POSITION DE LEADER STRATÉGIQUE NATIONAL EN ELF DE LA FNCSF MAINTENUE, VOIRE RENFORCÉE.

11 communiqués de presse.

Production du [rapport annuel 2023-2024](#).

Diverses lettres de félicitations et d'appui à des élus (députés, ministres, etc.).



4 MEMBRES DE LA FNCSF



MEMBRES DE LA FNCSF

OUEST / NORD



1



2



3



4



5



6



7



8



9



10

CENTRE



11



12



13



14



15



16



17



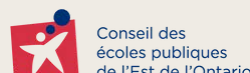
18



19



20



21



22

ATLANTIQUE



23



24



25



26



27



28

Membre associé :



5 LE RNDGE : **MOT DE LA PRÉSIDENCE**

2024-2025 : ENTRE CONTINUITÉ ET RENOUVEAU

L'année 2024-2025 a marqué un tournant important pour le RNDGE avec le départ d'Yvonne Careen à la présidence de l'organisme. Je tiens à la remercier chaleureusement pour sa contribution remarquable et son engagement indéfectible. C'est avec humilité, mais aussi avec enthousiasme, que j'ai accepté de prendre la relève, dans le but de poursuivre le travail amorcé et d'accompagner le réseau dans ses réflexions stratégiques.

Au cours de l'année, nous avons accueilli de nouveaux visages et salué plusieurs membres qui ont pris une retraite bien méritée. Le Comité exécutif a lui aussi connu des changements, notamment avec l'arrivée de Robert Lessard à titre de deuxième représentant de l'Ouest et du Nord.



 **YVES LALIBERTÉ**
Président du RNDGE

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : UNE VISION QUI S'AFFINE

L'intelligence artificielle n'en est pas à ses débuts dans nos discussions. Le RNDGE avait pris l'initiative d'explorer les retombées de cette technologie pour les élèves et le personnel scolaire avec la mise sur pied d'un comité de travail et la production de documents d'orientation. Nous avons poursuivi nos réflexions au cours de l'année 2024-2025, entre autres, lors de la formation estivale annuelle offerte aux directions générales de l'éducation et à leurs équipes-cadres.

UN DROIT D'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES À MIEUX FAIRE VALOIR

L'accès à des infrastructures scolaires concurrentielles demeure un enjeu majeur pour notre réseau. Depuis l'adoption de la nouvelle Loi sur les langues officielles, les conseils scolaires francophones peuvent désormais manifester leur intérêt pour des biens immobiliers fédéraux excédentaires. C'est une avancée que nous saluons, mais qui reste encore difficile à concrétiser dans la pratique.

Grâce à la vigilance de la FNCSF, les conseils scolaires reçoivent maintenant en temps réel les avis sur les immeubles disponibles. En parallèle, le RNDGE a fait entendre sa voix auprès de Services publics et Approvisionnement Canada afin de faire reconnaître les conseils scolaires francophones au même titre que les provinces et territoires dans le processus de l'aliénation des biens immobiliers du gouvernement fédéral.

« L'ACCÈS À DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES CONCURRENTIELLES DEMEURE UN ENJEU MAJEUR POUR NOTRE RÉSEAU. DEPUIS L'ADOPTION DE LA NOUVELLE LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES, LES CONSEILS SCOLAIRES FRANCOPHONES PEUVENT DÉSORMAIS MANIFESTER LEUR INTÉRÊT POUR DES BIENS IMMOBILIERS FÉDÉRAUX EXCÉDENTAIRES. »

SOUTENIR, OUTILLER ET RETENIR LE PERSONNEL ENSEIGNANT

La pénurie de personnel, particulièrement en enseignement, demeure un défi national. Pour y faire face, la formation « Enseigner, un choix professionnel pour la vie ! » s'est imposée comme un levier précieux. Près de 600 directions d'écoles et responsables du nouveau personnel enseignant auront suivi cette formation en présentiel offerte par la FNCSF et le RNDGE. Ensemble, ils auront échangé et réfléchi sur leur rôle comme agents multiplicateurs pour conscientiser et encourager le nouveau personnel enseignant à agir comme passeur culturel pour transmettre la langue et la culture francophones aux élèves et favoriser leur construction identitaire.

UNE VISION COMMUNE POUR LES ANNÉES À VENIR

Enfin, soulignons le début d'un chantier important : l'actualisation du plan d'orientation du RNDGE pour 2025-2030. Cette démarche nous permettra de mieux cerner nos priorités collectives et de soutenir nos membres dans leur perfectionnement professionnel.

Je remercie l'ensemble des directions générales pour leur implication et leur esprit de collaboration. Ensemble, nous contribuons à l'essor de l'éducation francophone en milieu minoritaire !



LE RNDGE

Le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) représente les directions générales des 28 conseils scolaires de langue française, langue première, en contexte minoritaire au pays et un membre associé.

Dans son nouveau [Plan d'orientation 2025-2030](#), le RNDGE se donne pour mission de soutenir le développement de ses leaders afin d'améliorer l'efficacité des services éducatifs en milieu minoritaire franco-canadien. Il vise à être une référence en matière de leadership éducatif francophone au Canada.

Pour y parvenir, le RNDGE s'appuie sur les moyens suivants :



Accroître l'engagement et la participation du regroupement aux initiatives jugées pertinentes

Consolider son rôle auprès des instances gouvernementales et associations aussi bien nationales qu'internationales



Augmenter les occasions de perfectionnement professionnel

Développer des initiatives d'appui aux leaders en éducation



Sensibiliser davantage les leaders face aux enjeux et tendances émergentes

Renforcer la valeur du RNDGE auprès des membres

LE RNDGE

Membres du comité exécutif*



YVES LALIBERTÉ
président du RNDGE
Représentant de l'Ontario



MONIQUE BOUDREAU
vice-présidente
Représentante de
l'Atlantique



**MIREILLE
MAJOR-LEVESQUE**
Représentante
de l'Ontario



LUC CARON
Représentant de
l'Atlantique



MARC CHAMPAGNE
Représentant de
l'Ouest et du Nord

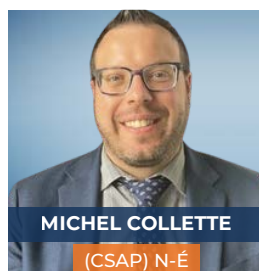
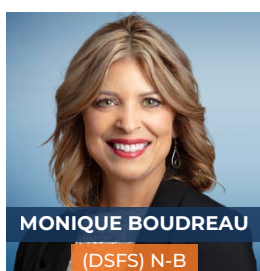
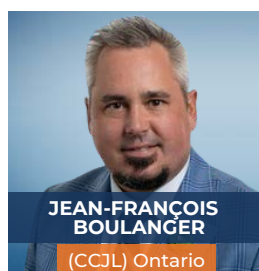
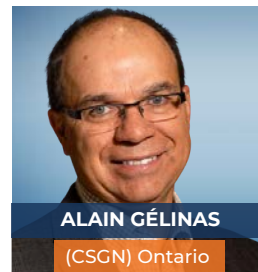


ROBERT LESSARD
Représentant de
l'Ouest et du Nord

*en date du 31 mars 2025

LE RNDGE

Merci aux directions générales pour leur engagement envers les élèves, les élus scolaires et leur communauté !



LE RNDGE

SESSION DE FORMATION – ÉTÉ 2024

La formation estivale 2024 du RNDGE a réuni les directions générales et leurs équipes-cadres autour d'un enjeu émergent : l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) en milieu scolaire. La session a permis de découvrir des outils concrets d'IA appliqués à l'éducation, tout en abordant les bénéfices, les défis éthiques et les implications légales de leur utilisation. Cette rencontre a contribué à une meilleure compréhension de l'IA comme levier d'innovation pédagogique, dans une perspective responsable et éclairée.



COMITÉ DE TRAVAIL SUR L'IA ET CADRE DE RÉFÉRENCE SUR L'IA EN MILIEU SCOLAIRE

Le comité de travail sur l'intelligence artificielle du RNDGE a développé un [cadre de référence](#) sur l'utilisation de l'IA en milieu scolaire. Un [document d'accompagnement](#) renfermant des pistes porteuses a également été partagé. Ces deux documents formulent des recommandations sur l'encadrement de l'IA en milieu scolaire.

Voir les deux pages suivantes pour les documents en question.

CONGRÈS CONJOINT RNDGE – ADGSQ

En mai 2024, le RNDGE a poursuivi sa mission de perfectionnement professionnel en coorganisant, avec son homologue québécois l'Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ), leur congrès conjoint biennal.

Axé sur le thème de la communication, l'événement a réuni des directions générales scolaires de partout au pays autour de conférences, d'ateliers et d'exercices interactifs.

L'objectif était de renforcer les compétences stratégiques des directions générales afin de mieux sensibiliser, représenter, mobiliser, agir et influencer les parties prenantes en éducation, tant sur la scène locale, régionale que provinciale.

Le prochain congrès conjoint est prévu à Montréal, en mai 2026.



LES AVANTAGES DE FAIRE PARTIE DU RNDGE



Faire partie d'un réseau national qui vise à mieux outiller ses membres, afin de se positionner dans les dossiers d'importance en éducation en langue française.



Participer à des occasions de perfectionnement professionnel, de partenariats et de réseautage.



Être au courant des enjeux nationaux actuels et émergents en ELF et de pratiques exemplaires pour la livraison des services éducatifs.



Bénéficier d'un soutien et de ressources pour le développement et la consolidation du réseau des écoles de langue française.



Profiter d'un rapprochement avec les homologues québécois et les élus scolaires.

6 ÉVÉNEMENTS PHARES

CONGRÈS ANNUEL 2024

Des échanges pour faire avancer les droits à l'éducation en français, langue première.



34^e

Édition
du congrès



Charlottetown
(IPÉ)



250
participants



1 conférence
principale,
2 panels et 4 ateliers



21 panélistes,
13 conférenciers et
5 modérateurs

99%

Taux général
de satisfaction

Chaque année, la FNCSF réunit des acteurs du domaine de l'éducation de partout au Canada dans le cadre de son congrès annuel.

La 34^e édition du congrès annuel de la FNCSF a eu lieu du 24 au 26 octobre 2024, sous le thème **« Mon école : branchée sur ma communauté et ouverte sur le monde ! »**

Des ateliers, des conférences et des tables rondes ont rassemblé 250 participants venus s'outiller pour mieux faire face aux défis actuels et émergents du réseau scolaire francophone en contexte minoritaire.

Deux enjeux majeurs ont été au cœur des tables rondes. La première, animée avec la participation des élèves conseillers, a mis en lumière les obstacles quotidiens que rencontrent les jeunes pour préserver leur sécurité linguistique et nourrir leur engagement envers la francophonie, dans un environnement souvent anglo-dominant.

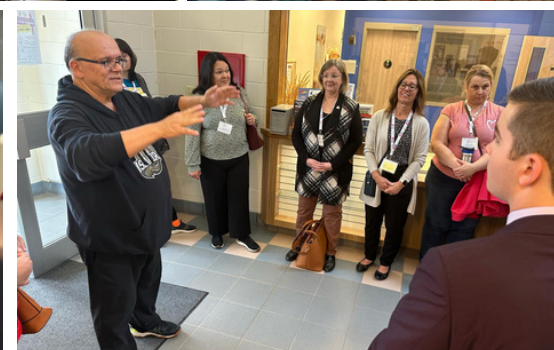
La seconde a souligné l'importance cruciale d'un appui financier renforcé pour permettre aux écoles francophones de relever les défis liés aux réalités démographiques, notamment ceux découlant de l'immigration. Les panélistes ont pressé les gouvernements d'investir davantage dans des écoles de proximité, un personnel qualifié et des ressources pédagogiques en français.

RÉCONCILIATION, SANTÉ MENTALE ET DIVERSITÉ AU CŒUR DE LA CAUSERIE AVEC L'HONORABLE JUGE MICHELLE O'BONSAWIN



Première juge métisse à siéger à la Cour suprême du Canada, l'honorable Michelle O'Bonsawin (franco-ontarienne et abénakise) a livré une conférence inspirante, ancrée dans son vécu et son engagement. Ancienne élève d'une école francophone en Ontario, elle a illustré comment sa double identité a façonné son parcours et sa vision de la justice.

Abordant la réconciliation, la santé mentale et la diversité, elle a souligné le rôle essentiel de l'éducation dans la sensibilisation à l'histoire autochtone, la déstigmatisation des enjeux de santé mentale chez les jeunes et la valorisation de la langue française comme levier d'inclusion. Un message puissant, porteur d'espoir et d'équité.





ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

À l'issue de son congrès annuel, la FNCSF a également tenu la 34^e édition de son assemblée générale annuelle à Charlottetown.

À cette occasion, les délégués votants ont reconduit monsieur Simon Cloutier au poste de président de la fédération, pour un troisième mandat. Les autres membres du comité exécutif ont aussi été reconduits dans leurs fonctions.



RENDEZ-VOUS ANNUEL SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE À OTTAWA AVEC DES DÉPUTÉS ET SÉNATEURS DANS LE CADRE DE LA JOURNÉE DE SENSIBILISATION SUR L'ELF

Les membres du conseil d'administration de la FNCSF étaient à Ottawa au mois de février 2025 pour rencontrer des parlementaires et échanger avec eux sur l'éducation en français, langue première.

Les rencontres visaient à solliciter l'appui des députés et sénateurs pour la poursuite et la conclusion de l'étude sur le continuum éducatif dans la langue de la minorité par le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des communes.

Les échanges ont aussi permis de présenter les pistes proposées pour renforcer le continuum éducatif en français, et d'aborder la question du rattrapage financier dans le cadre du PLOE. Un réinvestissement substantiel est impératif et doit se poursuivre dans le cadre du prochain Plan d'action pour les langues officielles (2028-2033).



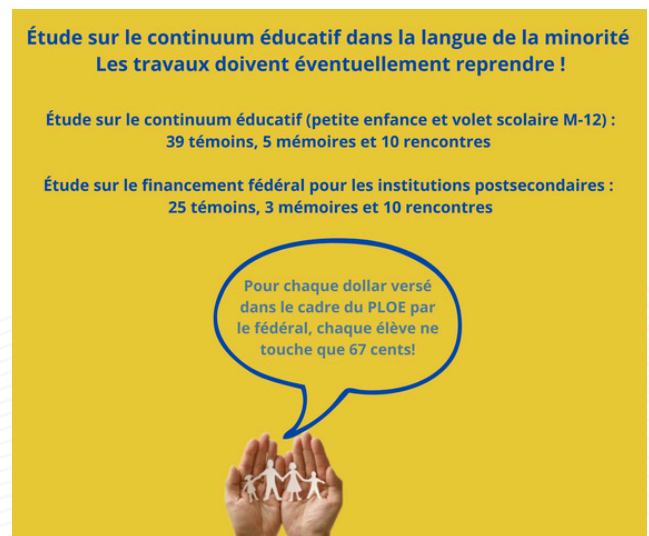
➤ Rencontre avec la présidente du Sénat du Canada, Raymonde Gagné (MB).



➤ Rencontre avec le député de Sackville—Preston—Chezzetcook (N-É), Darrell Samson.



➤ Rencontre avec le député de Portneuf—Jacques-Cartier (QC), Joël Gódin.



DROIT À L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

4^E ANNIVERSAIRE DU JUGEMENT DE LA CSC SUR L'ÉQUIVALENCE RÉELLE EN ÉDUCATION

Le 12 juin 2020, la Cour suprême du Canada a tranché en faveur du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF) et de la Fédération des parents francophones de la Colombie-Britannique, après dix ans de procédure.

Le tribunal a déclaré que l'expérience éducative des jeunes francophones doit être équivalente à celle de la majorité, soulignant ainsi le sous-financement du système éducatif par le gouvernement provincial.

Cette décision, soutenue par la FNCSF, qui a agi comme intervenant dans cette cause, appuie l'article 23 de la [Charte canadienne des droits et libertés](#) visant à protéger les minorités linguistiques contre l'assimilation.

La Cour suprême a également précisé dans son jugement qu'aucun coût dit « trop élevé » ne peut justifier une violation de cet article.

Pour en savoir davantage sur cette cause et ses retombées, [cliquez ici](#).



ÉTUDE SUR LE CONTINUUM ÉDUCATIF PAR LE CPLO : COMPARUTION EN 2024

Au cours des derniers mois, la FNCSF a intensifié ses démarches auprès des décideurs fédéraux pour dénoncer le sous-financement chronique des conseils scolaires francophones en contexte minoritaire. Bien que le réseau ait connu une croissance de plus de 20 % en dix ans — soit près de 30 000 élèves supplémentaires — un grand nombre d'enfants admissibles ne fréquentent toujours pas les écoles de langue française, en raison d'obstacles systémiques persistants.

Lors de sa comparution devant le Comité permanent des langues officielles (CPLO) de la Chambre des communes, la FNCSF a mis en lumière ce déséquilibre, frein majeur à l'atteinte d'une éducation de qualité équivalente à celle de la majorité anglophone. Dans son [mémoire](#) intitulé « **L'équivalence réelle en éducation, pour une francophonie forte : comment lever les freins à son atteinte !** », elle a insisté sur l'urgence de renforcer le continuum éducatif dès la petite enfance.

D'autres acteurs du milieu éducatif ont également témoigné, dans le cadre de cette étude. Leurs interventions ont réitéré l'importance d'agir rapidement pour lever les barrières systémiques et assurer l'épanouissement des élèves francophones.



Reconnaître le droit de gestion des conseils scolaires

Les conseils scolaires doivent exercer une pleine autonomie dans la gestion des admissions, des infrastructures et des programmes, tout en évitant le recours coûteux aux tribunaux pour défendre leurs droits.



Adapter une formule de financement qui reflète la spécificité des écoles de langue française

Une formule adaptée à la spécificité des écoles francophones est essentielle pour préserver la langue et la culture tout en attirant davantage d'élèves.



Majorer l'appui financier du gouvernement fédéral envers les langues officielles dans l'enseignement

La modernisation du PLOE est nécessaire pour accélérer les versements, garantir la transparence et répondre efficacement aux besoins des minorités.



Construire des écoles et moderniser celles existantes

Le manque d'écoles de proximité pousse à l'utilisation de portatives, décourage les inscriptions et nuit au développement du réseau.



Développer le continuum éducatif de la petite enfance au postsecondaire

Un meilleur accès à la petite enfance et au postsecondaire est crucial pour l'éveil identitaire et la réussite scolaire des élèves francophones.



Contrer la pénurie de personnel qualifié

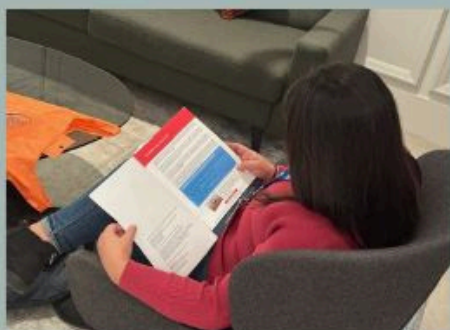
Cet enjeu compromet la qualité de l'éducation en français et exige des solutions comme la valorisation de la profession et la reconnaissance des qualifications.

INITIATIVES POUR CONTRER LA PÉNURIE DES ENSEIGNANTS

ENSEIGNER : UN CHOIX PROFESSIONNEL POUR LA VIE!

La FNCSF a tenu en octobre 2024 la troisième édition de sa formation nationale dédiée à l'intégration et à la rétention des nouveaux enseignants. Organisée en marge du congrès de l'ACELF, l'initiative a réuni des directions, conseillers pédagogiques et responsables du personnel enseignant de partout au pays. Grâce au soutien financier de la FNCSF, près d'une centaine de responsables du nouveau personnel enseignant et de directions d'école ont pu y participer.

Cette nouvelle édition a abordé différentes composantes de la construction identitaire et du leadership culturel francophone.



L'initiative [Enseigner : un choix professionnel pour la vie!](#) a pour objectif de permettre aux directions d'écoles, aux conseillers pédagogiques, aux animateurs culturels et aux responsables de construction identitaire de jouer leur rôle de passeurs culturels pour accompagner professionnellement les nouveaux enseignants ayant moins de 5 ans d'expérience. Les statistiques démontrent un taux de décrochage de 20 % chez les nouveaux enseignants.

Près de 600 membres du personnel des écoles de langue française au pays ont déjà profité de cette formation. [Visionner la capsule vidéo](#) pour un avant-goût de la formation offerte.



PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION SCOLAIRE UNE INITIATIVE PORTEUSE POUR LES ÉLÈVES

En avril 2024, le gouvernement fédéral a lancé un programme national d'alimentation scolaire, visant à offrir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année. Ce programme répond à un besoin urgent, alors que le Canada était le seul pays du G7 sans politique alimentaire nationale.

À l'occasion des consultations menées par le ministère de la Famille, des Enfants et du Développement social, la FNCSF et le RNDGE avaient formulé des recommandations concrètes : privilégier un modèle universel et inclusif, confier la gestion aux conseils scolaires et miser sur des repas sains, locaux et pédagogiques.



Crédit photo CSAP

Plusieurs conseils scolaires francophones mettent déjà en œuvre des initiatives inspirantes, comme au Conseil scolaire acadien provincial (NÉ), au District scolaire francophone Sud (Nouveau-Brunswick) ou à l'école Victor-Brodeur (Colombie-Britannique), qui allient alimentation, apprentissage et mieux-être des élèves.

NOUVEAU SITE WEB DE L'ÉDUCATION EN LANGUE FRANÇAISE

Le site [ELF-Canada](http://elf-canada.ca) a été entièrement repensé pour offrir un accès simplifié aux services éducatifs en français en contexte minoritaire.

Parents, apprenants et chercheurs d'emploi y trouvent des ressources clés : écoles, formations, offres d'emploi et reconnaissance des compétences pour les enseignants formés à l'étranger. Grâce à une navigation intuitive et un moteur de recherche par région, ce site est un véritable guichet unique pour l'éducation en langue française au Canada.



Le Canada
Un monde de possibilités

Éducation en langue française au Canada

À la recherche de services éducatifs en français ?
Rendez-vous à elf-canada.ca

7 ENJEUX PRIORITAIRES

1

Mise en œuvre du Plan stratégique
FNCSF 2025-2030.

2

Coordination du Plan stratégique sur
l'éducation en langue française
(2023-2028) du Comité tripartite.

3

Poursuite de la synergie FNCSF-RNDGE pour
défendre les droits scolaires et développer
le réseau des écoles de langue française.

4

Renforcement du rayonnement de l'ELF
et partage de pratiques exemplaires.

8 TABLE NATIONALE SUR L'ÉDUCATION

La [Table nationale sur l'éducation](#) regroupe douze organismes nationaux ayant un intérêt pour l'éducation en langue française. Des rencontres sont organisées pour favoriser les échanges sur des dossiers d'intérêt commun, encourager les partenariats et développer des positions et des stratégies communes.



2003

Création de la TNE

100%

Taux général de satisfaction



RENCONTRES 2024-2025 :

Objectifs :

- Concertation sur des messages clés communs dans le cadre de l'étude du CPLO sur le continuum éducatif ;
- Partage de projets et d'initiatives en lien avec l'éducation, notamment autour de l'École communautaire citoyenne (projet rassembleur porté par la TNE) ;
- Rétroaction sur la mise en œuvre du Plan d'action pour les langues officielles (PALO) ;
- Échanges sur les attentes relativement à des enjeux clés en éducation.



Les représentants des organismes membres de la Table nationale sur l'éducation, lors de leur rencontre à Ottawa, en septembre 2024.

Première rangée :

Gillian Anderson, Présidente CNPF

Troisième rangée (de gauche à droite) :

Marcel Larocque, Président ACELF
Johanne Lacombe, 1^{ère} VP FNCSE
Brigitte Bergeron, DG CTF/FCE

Cinquième rangée (de gauche à droite) :

Yves Laliberté, Président RNDGE
Martin Normand, PDG ACUFC
Valérie Morand, DG FNCSE/RNDGE

Deuxième rangée (de gauche à droite) :

Marie-Hélène Tanguay, DG ACELF
Josée Vaillancourt, DG FJCF
Denis Desgagné, DG RESDAC

Quatrième rangée (de gauche à droite) :

Jean-Luc Racine, DG CNPF
Serge Quinty, FCFA

9 COMITÉ TRIPARTITE



13

Représentants
des différents
ministères de
l'Éducation des
provinces
et territoires

4

Représentants
du gouvernement
fédéral

10

Représentants
communautaires
et scolaires

2

Rencontres
par année



Responsable de la
mise en œuvre du
Plan stratégique
sur l'éducation en
langue française
(PSELF)



Se disent
satisfaits ou très
satisfaits des
rencontres

RENCONTRES 2024-2025

Objectifs :

- Validation du Plan stratégique sur l'éducation en langue française (PSELF) 2023-2028 ;
- Permettre l'appréciation des actions de mise en œuvre du PSELF ;
- Favoriser la concertation de joueurs clés dans le cadre de dossiers prioritaires et communs en éducation ;
- Partager des pratiques et ressources exemplaires ainsi que des initiatives provinciales/territoriales et nationales en lien avec les priorités stratégiques et les étapes du continuum du PSELF ;
- Outiller les membres du Comité tripartite afin de leur permettre de jouer un rôle de premier plan dans le cadre du déploiement des initiatives en lien avec le PALO (Plan d'action pour les langues officielles) et suivre la mise en œuvre de ce plan quinquennal.



Les membres du Comité
tripartite lors de leur rencontre
de décembre 2024.

Première rangée (de gauche à droite) :

Simon Cloutier, Président FNCSF
Janine Griffore, Présidente Comité tripartite
Monique Boudreau, VP RNDGE
Valérie Morand, DG FNCSF/RNDGE

Troisième rangée (de gauche à droite) :

François Ouellette, Ministère ÉDU NU
Duncan McIndoe, Ministère ÉDU CB
Timothée Labelle, PCH
Martin Normand, PDG ACUFC
Josée Vaillancourt, DG FJCF

Cinquième rangée (de gauche à droite) :

Véronique LeMaire, PCH
Isabelle Laforte, PCH
Pascal St-Laurent, Ministère ÉDU YK

Deuxième rangée (de gauche à droite) :

Jean-Luc Racine, DG CNPF
Nathalie Clément, Ministère ÉDU ON
Jaclyn Reid, Ministère ÉDU IPE
Asia Kotasinska, CMEC
Carole Michalik, Ministère ÉDU MB
Marie-Ève Desormeaux, FCCF

Quatrième rangée (de gauche à droite) :

François Rouleau, Ministère ÉDU NÉ
Suzelle Lavallée, Ministère ÉDU TNL

Sixième rangée (de gauche à droite) :

Yves Laliberté, Président RNDGE
Guillaume Guitard-Lortie, PCH
Marie-Hélène Tanguay, DG ACELF
Josianne Beaumont, CTF/FCE

PLAN STRATÉGIQUE

sur l'éducation en langue française (PSELF) 2023-2028



**Pédagogie et
apprentissage**



**Attraction et
fidélisation**



**Capacités
éducatives**



**Le PSELF est un projet
conçu par et pour les
francophones !**

Lors du dernier Sommet national sur l'éducation, 500 acteurs issus de divers secteurs – communautaire, scolaire, éducatif et gouvernemental – ont participé à l'élaboration du Plan stratégique sur l'éducation en langue française (PSELF 2023-2028). Trois axes majeurs guident la mise en œuvre de ce plan : Pédagogie et apprentissages, Attraction et fidélisation, et Capacités éducatives.

Le continuum éducatif
décliné en images
grâce à un calendrier
acheminé aux écoles,
aux élus scolaires et
aux membres du
Comité tripartite.



10 POSITIONNEMENT ET RÉSEAUTAGE



Facebook

877
PUBLICATIONS

180
NOUVEAUX
ABONNÉS



Youtube

15
NOUVELLES VIDÉOS

1 840
VISIONNEMENTS



Instagram

178
PUBLICATIONS

43
NOUVEAUX
ABONNÉS



LinkedIn

144
PUBLICATIONS

212
NOUVEAUX
ABONNÉS



Bluesky

143
PUBLICATIONS

77
NOUVEAUX
ABONNÉS



X

577
PUBLICATIONS

202
NOUVEAUX
ABONNÉS



10
Infolettres
électroniques

10
Revues de presse
scolaire

7 010
ABONNÉS



11
COMMUNIQUÉS
DE PRESSE



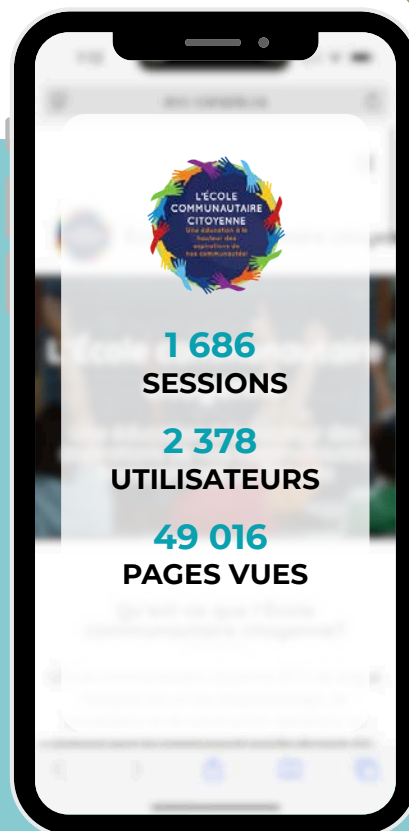
12
ENTREVUES/REPORTAGES
SUR LA FNCSS



150
ACTIVITÉS DE
SENSIBILISATION/
INFORMATION



L'ELF RAYONNE SUR LE WEB ! VISITEZ NOS SITES :

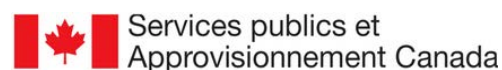


11 PROMOTION ET RAYONNEMENT

PRÉSENCE DE LA FNCST À DES ÉVÉNEMENTS ET CONGRÈS



PARTENARIATS POUR LA TENUE D'ÉVÉNEMENTS OU D'INITIATIVES



RENCONTRES DE TRAVAIL, COMPARUTIONS ET POSITIONNEMENT



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA



Conseil scolaire de
district catholique
de l'Est ontarien



12 PRIX ET BOURSES

PRIX JEAN-ROBERT-GAUTHIER 2024

La FNCSF a décerné le prix Jean-Robert-Gauthier 2024 à **Marc-André Ouellette**, ancien conseiller scolaire du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF), en reconnaissance de son engagement exceptionnel envers l'éducation en français en milieu minoritaire.

Pionnier de l'éducation francophone en C.-B., il a été membre fondateur du CSF en 1995, une institution qu'il a contribué à structurer et à défendre pendant plus de 20 ans comme élu scolaire. En 2010, il s'est illustré dans une lutte judiciaire historique contre le gouvernement provincial, aux côtés de ses collègues du CSF et de la FPFCB, menant jusqu'à la Cour suprême du Canada. Le jugement de 2020 a confirmé que les Franco-Colombiens ont droit à une éducation équivalente à celle de la majorité, consacrant ainsi un jalon important pour les droits linguistiques au pays.

M. Ouellette a également contribué à l'avancement national de l'éducation francophone en représentant la Colombie-Britannique à la FNCSF pendant près de 15 ans. Son apport fut déterminant dans plusieurs dossiers majeurs, dont l'Entente stratégique en éducation et le Sommet national sur l'éducation.

Figure inspirante et infatigable défenseur de la dualité linguistique, Marc-André Ouellette laisse un héritage durable. Comme il l'a rappelé avec force :



« NOS REVENDICATIONS, AU NOM DES AYANTS DROIT, NE SONT PAS DES PRIVILÈGES, MAIS DES DROITS FONDAMENTAUX. CE SONT AUSSI DES OBLIGATIONS QUI INCOMBENT À NOS GOUVERNEMENTS ».



MARC-ANDRÉ OUELLETTE
Récipiendaire du prix Jean-Robert-Gauthier 2024



Le prix Jean-Robert-Gauthier vise à reconnaître l'apport exceptionnel d'un conseiller francophone ou acadien qui, à l'image de l'ancien sénateur, a défendu avec vigueur et conviction, même dans l'adversité, le principe de l'éducation en français en contexte minoritaire ainsi que celui de la dualité linguistique.



PRIX EDGAR-GALLANT 2024

Le Regroupement national des directions générales de l'éducation (RNDGE) a remis le prix Edgar-Gallant 2024 à **Alain Laberge**, directeur général de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM), pour son apport remarquable à l'éducation en français en contexte minoritaire.

Visionnaire et ancré dans les données et la recherche, M. Laberge a su moderniser l'offre éducative de la DSFM, diriger avec rigueur en temps de crise, et poser des gestes structurants, comme la création de programmes de formation professionnelle en français et le renforcement des partenariats postsecondaires.

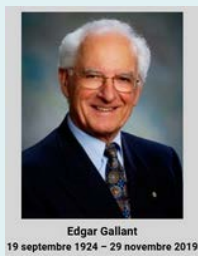
Son engagement dépasse les frontières du Manitoba : il a exercé des fonctions clés en Colombie-Britannique et au Québec, présidé le RNDGE, siégé à divers forums nationaux, et collaboré avec divers organismes, dont l'ACELF et l'ADGSQ.

Le RNDGE a salué un leader rassembleur dont l'impact continue d'enrichir la francophonie canadienne.



ALAIN LABERGE
Récipiendaire du prix Edgar-Gallant 2024

« C'EST UN HONNEUR QUE JE REÇOIS AVEC BEAUCOUP D'HUMILITÉ. LE PARCOURS D'UN ÉDUCATEUR SE NOURRIT DES GENS QUI L'ENTOURENT ».



Edgar Gallant
19 septembre 1924 – 29 novembre 2019

Ce prix a été créé en hommage à Edgar Gallant. Fonctionnaire respecté, administrateur chevronné et francophone engagé, il a œuvré dans la Fonction publique fédérale, principalement dans les domaines des relations économiques internationales et des relations intergouvernementales canadiennes. M. Gallant a joué un rôle de premier plan dans l'établissement des droits de gestion scolaire des francophones en contexte minoritaire au pays.

BOURSES PAUL-CHARBONNEAU 2024

Trois élèves ont remporté les [bourses d'excellence Paul-Charbonneau](#).

LES LAURÉATES DE L'ÉDITION 2024 SONT :

Région de l'Ouest/Nord



Bryanna Patipe Nawe

élève finissante de l'école
de la Rose Sauvage
du Conseil scolaire
FrancoSud en Alberta.

Région du Centre



Lisa-Kooner Singh

élève finissante de l'école
secondaire Jeunes sans
frontières du Conseil scolaire
Viamonde en Ontario.

Région de l'Atlantique



Olivia LeBlanc

élève finissante de l'école
secondaire du Sommet du Conseil
scolaire acadien provincial de la
Nouvelle-Écosse.



Ces bourses ont été créées en mémoire de M. Paul Charbonneau, décédé en 2007. Il a travaillé au sein de la francophonie canadienne pendant plus d'une vingtaine d'années. Dès le début de sa carrière, l'éducation en français était sa priorité. Dès 2001, il a assumé la direction générale de la FNCSF et du RNDGE.

Ces bourses soulignent l'excellence académique, le leadership et l'engagement communautaire tout en encourageant les finissants du secondaire des écoles de langue française à poursuivre leurs études postsecondaires en français.

BOURSES DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE 2024

Le [Regroupement national des directions générales de l'éducation \(RNDGE\)](#) est fier de souligner le courage, la persévérance et l'engagement de trois finissants des écoles de langue française en contexte minoritaire.

Cette année, les trois [bourses de la persévérance scolaire](#) ont été administrées en collaboration avec les conseils scolaires francophones de l'Atlantique.

LES LAURÉATS DE L'ÉDITION 2024 SONT :



Catherine Campbell

élève finissante de l'école La-Belle-Cloche à Rollo Bay (Commission scolaire de langue française de l'Île-du-Prince-Édouard).



Albert Mutambala

finissant de l'école secondaire du Sommet à Halifax (Conseil scolaire acadien provincial de la Nouvelle-Écosse).



Horeb Kouassi

élève finissant de l'école Rocher-du-Nord à St. John's (Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador).

« LES LAURÉATS ET LAURÉATES DE L'ÉDITION 2024 INCARNENT UNE RÉSILIENCE ADMIRABLE. FACE AUX DÉFIS, ILS CHOISISSENT L'ACTION ET L'ENGAGEMENT. LEUR PARCOURS EST UNE SOURCE D'INSPIRATION ET UN RAPPEL QUE LA PERSÉVÉRANCE PORTE SES FRUITS ».

Yves Laliberté, président du RNDGE.



Les bourses de la persévérance scolaire ont été créées en 2019 par le RNDGE. Elles visent à reconnaître les succès de tous les apprenants, peu importe leurs résultats scolaires, ainsi qu'à encourager la poursuite des études postsecondaires en français.

13 RÉSEAU VIRTUEL

UN INTRANET POUR LES CONSEILLERS SCOLAIRES

Inscription gratuite, dividendes garantis!

La FNCSF invite les élus scolaires et directions générales de l'éducation à s'inscrire à son réseau virtuel, un portail qui réunit les conseils scolaires francophones en contexte minoritaire au Canada.

Ce réseau offre de l'information ciblée, favorise les échanges sur les enjeux de l'éducation et répond aux besoins de perfectionnement professionnel grâce à des formations et au partage de pratiques exemplaires.



Inscrivez-vous dès maintenant!





La Fédération nationale des conseils scolaires francophones représente les 28 conseils scolaires francophones au Canada en contexte minoritaire ainsi qu'un membre associé. Ces conseils scolaires offrent des services éducatifs en français à près de 180 000 élèves rassemblés dans plus de 730 établissements scolaires.

613 744-3443 ou 1 888 857-6503
info@fnscsf.ca | fnscsf.ca

435, rue Donald, bureau 203
Ottawa (ON) K1K 4X5

